

# Ali fait dans la provocation

**Et la réaction de Michel Menga M'Essone, ce samedi 9 juillet à Owendo, ne s'est pas fait attendre : « Personne n'a le monopole de la violence. On répondra au coup par coup. » Tout commence en effet par la violation de la loi. Par le simple bon vouloir d'un président de la République, fut-il Ali, la CENAP a travaillé ce samedi, alors que les portes de toutes les administrations sont closes. Et comme si cela ne suffisait pas, ses thuriféraires, alertés et ameutés depuis des mois, se sont amassés au rond-point de la Démocratie où leur champion est venu brandir un récépissé et narguer l'opposition. Il n'en fallait pas plus pour que tout se termine par un sauve-qui-peut.**

**E**n effet, plusieurs milliers de personnes ont accompagné le 9 juillet dernier le président de la République sortant, à la Cenap, où il a officiellement déposé sa candidature. De l'esplanade du collège N'tchorere au rond-point de la Démocratie, c'est une foule immense motivée par la promesse de 5.000 pour certains et de 10.000 Fcfa pour d'autres, qui l'a accompagné lors du dépôt de son dossier de candidature à la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap). Pour la circonstance, on a noté la présence du gouvernement, des partis alliés au PDG, de certaines organisations de la société civile et de nombreux anonymes recrutés pour la circonstance moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, ainsi qu'en témoignent des



vidéos en circulation sur les réseaux sociaux. Ali Bongo a donc déposé son dossier de candidature en vue de la présidentielle du 27 août prochain. Si pour les opposants, ce dossier sera rejeté pour non-conformité de son acte de naissance, au sein de la majorité, l'on est convain-

cu que cette candidature sera validée.

Peu après le dépôt et la sortie de la Cenap, c'est ici que notre ignorance est patente. Un récépissé ne signifie rien d'autre qu'un accusé de réception. C'est-à-dire que la CENAP dit avoir reçu. Pas plus. Maintenant s'en suivra

l'examen du dossier pour conformité. Il peut être rejeté ou accepté. Pour l'instant, on n'en est pas encore là. De là à créer victoire à la base d'un simple récépissé, c'est vraiment prendre les Gabonais comme des cancre. Le candidat Ali a reconnu que la campagne

électorale proprement dite n'était pas encore lancée. Toutefois, comme galvanisé par les militants recrutés, il s'est laissé aller à des effusions de joie tout en se moquant de l'opposition. Le président sortant a même revendiqué avoir lancé des projets de développement. Se réjouissant d'avoir initié la Décennie de la femme gabonaise, il a dit être « en forme » physique. « Nous sommes en bonne santé, et nous sommes prêts à relever le défi. (Celui) de la construction de notre pays, que nous avons commencé il y a sept ans (...) malgré les injures, les embûches, la haine et les moqueries ».

Le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG) a fait savoir que le jour du dépôt officiel de sa candidature à la présidentielle était celui que ses adversaires « craignaient » et « redoutaient » le plus.

« Je viens d'où ? Du Gabon ! Nous venons d'où ? Du Gabon ! Et nous allons rester où ? Au Gabon ! Car ici c'est notre pays, c'est le Gabon, le Gabon qui va gagner. Mon soutien il est là, avec les Gabonaises et les Gabonais qui sont ma famille. Sous un seul Dieu qui nous regarde, menons ce combat contre les forces du mal, la haine et la restauration des privilèges », a-t-il lancé à tous ceux qui contestent son éligibilité en raison des doutes autour de son état-civil. « À l'heure de l'égalité des chances, chacun a le droit de faire quelque chose dans son pays », a-t-il lâché, promettant consacrer le septennat à venir aux jeunes et disant compter sur l'encadrement des « anciens, de bons vieux » et non sur « des sorciers menteurs ».

Cédric Lekhogo